

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 59 (1914)
Heft: 12

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHRONIQUES et NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

Pro domo. — Programme de rédaction. — La tâche nationale suisse. — Travaux divers. — Nos volumes-suppléments. — *Avant-propos stratégiques*, par le colonel Feyler.

La muette. Dans les Etats plus importants que la Suisse ; on dit la grande muette. Ce n'est pas l'armée seulement, mais aussi les journaux qui en dépendent. La chronique suisse a disparu de nos livraisons. Mieux vaut ne rien dire que risquer des propos déplacés. D'ailleurs la consigne est la consigne. C'est parfois une lâcheté de se taire, aujourd'hui c'est une vertu.

Donc, malgré l'apparence contraire, nous ne rompons pas le silence ; nous désirons seulement renseigner le lecteur sur la façon dont la *Revue militaire suisse* le rompra quand la consigne sera levée.

Car, à ce moment-là, elle se trouvera en présence d'une tâche immense, d'un monde militaire en révolution, dans lequel il s'agira de discerner les voies qui conduisent à l'ordre et à l'harmonie.

Une de ces voies intéressera la Suisse. Dans le domaine qu'elle dessert, nous croyons discerner deux catégories de travaux.

Les premiers sont d'un intérêt national général. Ils voisinent avec la politique au sens élevé du terme, la conduite de la nation. La guerre a démontré qu'à cet égard, une grande confusion règne en Suisse dans les esprits. Sortez des œuvres de la philanthropie, sortez des œuvres de l'armée, il n'y a pas de Suisse, ou plutôt, il y a bien une Suisse intérieure, qui s'est élevée peu à peu sur l'atténuation nécessaire des particularismes locaux, ordonnée, consciente d'elle-même, donc gouvernée ou tout au moins administrée ; mais il n'y a pas de Suisse extérieure. La disparition des antagonismes locaux n'a pas encore été suivie de celle des préjugés de langue, ou d'affinités, si l'on préfère ; et l'on a cru voir deux Suisses en présence, celle dont les sympathies étaient germaniques, dans une lutte de l'Allemagne contre l'Europe welsche, et celle dont les sympathies étaient latines, dans une lutte de la France contre l'Europe germanique.

Quant à une Suisse dont les sympathies auraient été suisses,

elle n'est apparue que dans le spectacle de l'armée, ce qui veut presque dire que pour qu'elle se manifestât par l'accord des opinions, il aurait fallu une attaque du dehors. Alors sa raison d'être lui fût apparue dans l'union contre l'ennemi commun.

Qu'est-ce que ceci prouve, sinon que nous nous ignorons nous-mêmes, que nous distinguons mal le critère qui justifie notre existence et qui devrait faire notre unité d'opinions internationales ; que nous nous montrons impuissants à discerner et à faire surgir l'idée suisse au-dessus de celles qui s'inspirent des intérêts et des aspirations de nos voisins.

D'où provient cet état des esprits ? Nous n'hésitons pas à le dire, ou plutôt à le répéter après un des collaborateurs de la *Revue militaire suisse*, le premier-lieutenant de cavalerie Hofer : une des sources du mal est la notion fausse que nous nous faisons de la neutralité. Voyant en elle un but au lieu qu'elle ne devrait être qu'un moyen au service de la souveraineté, nous ne savons plus ce que signifie cette dernière. Le but faux nous cache le but vrai. Il nous le cache si complètement, qu'en temps de guerre, où nous devrions pouvoir proclamer hautement au milieu des nations nos aspirations idéales à nous, et faire prévaloir nos intérêts matériels à nous dans la limite entière où ils s'accordent avec nos aspirations idéales à ce moment naît cette immoralité que l'on a appelée la neutralité « morale », doctrine du silence, protectrice de l'union fédérale que la parole risquerait de compromettre.

La nation entière doit devenir la grande muette ; la consigne du citoyen est de se taire, comme celle du soldat. Ne dites pas ce que vous pensez, vous risqueriez de penser comme l'un ceux qui se battent ; la neutralité vous l'interdit. Ne dites pas ce que vous espérez, vos espérances condamneraient peut-être tel combattant : la neutralité vous l'interdit encore. Vous croyez que votre souveraineté civique comme votre liberté individuelle vous autorisent à tenir haut la tête ? Erreur, la neutralité veut que vous la baissiez. Cette neutralité elle-même vous croyez qu'elle affirme votre indépendance ? Erreur toujours ; elle ne doit affirmer que votre effacement. La Suisse est bien petite ; elle ne l'est pas assez, paraît-il, à nos yeux ; nous tâchons à la rapetisser encore. Pourquoi ? Parce que sur cent Suisses de la Suisse neutre quatre-vingt-dix-neuf ne savent pas ce qu'est la neutralité. Et pour un second motif : parce que nous imaginant que la neutralité est la vertu de l'effacement, nous renonçons, en temps de paix, à nous inspirer d'une souveraineté solide, qui nous dicte une politique internationale consciente de son but, c'est-à-dire basée sur des aspirations et des intérêts suisses. La

Suisse, bien administrée à l'intérieur, n'est pas encore une Suisse gouvernée au point de vue de son action extérieure. Il a suffi que la guerre éclatât entre nos voisins pour que l'ignorance des conditions de la souveraineté où nous conduit une insuffisante éducation des citoyens, une souveraineté adultérée par notre fausse conception de la neutralité, nous condamnât au silence afin que nous ne luttions pas, au moins à coups de plumes, entre Confédérés.

Il y a donc toute une éducation du peuple à faire, à laquelle les officiers ne sauraient demeurer étrangers. Plus que d'autres, ils ont charge d'âmes, par conséquent plus que d'autres ils auront le devoir de participer à l'examen de conscience auquel tous les Suisses d'aujourd'hui devront se livrer, afin de resserrer entre eux des liens rendus plus solides par la connaissance actuellement trop imprécise des buts communs, et afin d'épargner à leurs successeurs, si possible, les fautes qu'ils ont commises. La *Revue militaire suisse* s'efforcera de prendre sa part de ce travail, le plus important de tous.

Nous pouvons insister moins sur la deuxième catégorie de travaux, parce qu'elle relève plus immédiatement et logiquement d'une publication technique comme la nôtre. Ces travaux intéresseront l'armée suisse dans tous les domaines auxquels son activité ressortit ; ce qu'elle a fait pendant la guerre, ses expériences, les conclusions à tirer, c'est-à-dire les réformes ou les améliorations nécessaires.

A côté de ce programme national, le programme international. Pour le mener à bien, nous aurons la bonne fortune de collaborations nombreuses et précieuses, parmi lesquelles nos chroniqueurs qui deviendront pour la *Revue militaire suisse* une source incomparable de renseignements et d'instruction.

Car tout devra être revu, la tactique de toutes les armes et leurs procédés techniques ; la question de l'artillerie entre autres et celle du génie, ces deux armes dont le rôle apparaît comme singulièrement grandi. Les engins de tout genre qui ont fait leur apparition ou leurs premiers essais sur les champs de bataille, engins de combat, d'exploration, de ravitaillement. Le service de santé, les services de l'arrière, tout ce qui relève de la consommation des munitions et des exigences de l'alimentation.

Dans un domaine plus général, la stratégie et ses applications nouvelles. Comme la tactique, elle tirera de précieux enseignements de la comparaison de théâtres d'hostilités si nombreux et si divers. La part croissante prise par les chemins de fer dans ses manifestations. Bref, tout ce qui, de près ou de loin, touche à la conduite

des armées, des troupes, des soldats, devra être passé en revue de nouveau, étudié, comparé, contrôlé à l'aide d'une documentation consciencieuse, minutieuse, étendue.

Enfin, l'histoire militaire. De nombreuses générations vont explorer le champ sans limite qui s'ouvre aux investigations des chercheurs. Les hommes mûrs d'aujourd'hui ne pourront qu'ébaucher la tâche, poser les tout premiers jalons qui traceront la voie à leurs successeurs chargés de l'étendre et de la compléter. Quel sera dans cinquante ans le cerveau assez puissant pour tirer la synthèse du drame, pénétrer le fouilli formidable des analyses et le dominer d'assez haut pour présenter, dans des proportions harmonieuses, l'œuvre d'ensemble, qui sonde les causes et mesure les effets. Quelle jouissance cet homme-là n'éprouvera-t-il pas ?

La *Revue militaire suisse* voudrait planter, elle aussi, quelques-uns des premiers jalons de la future histoire, de cette histoire dont un écrivain, peut-être plus profond encore que spirituel, a dit qu'elle était faite du silence des morts. Plus d'un de nos camarades médite sans doute quelque intéressant volume, suisse ou étranger, qu'il lui plaira de mettre sous les yeux d'un public assuré. Les publications de ce genre ont été une de nos lacunes, et l'enseignement militaire en Suisse a été souvent privé d'œuvres de valeur, trop étendues pour un périodique, mais dont aucun éditeur et l'auteur moins encore ne pouvaient faire un volume dont notre public militaire trop limité n'aurait pas couvert les frais.

La *Revue militaire suisse* entend saisir les circonstances favorables pour corriger cette lacune. Aussi longtemps qu'elles dureront, et dès 1915, elle publiera des œuvres de ce genre à titre de suppléments. Ces ouvrages paraîtront en fascicules accompagnant nos livraisons habituelles, mais avec pagination indépendante, de façon à former un volume séparé. La collection annuelle comprendra ainsi deux, parfois trois volumes peut-être : l'un, le volume des livraisons périodiques, conforme à nos volumes passés ; l'autre, ou les autres, constituant des suppléments, volumes consacrés tout entiers à un seul objet plus ou moins étendu.

Afin de permettre cette amélioration, tout en couvrant les augmentations de frais résultant des nouveaux tarifs de main-d'œuvre et l'augmentation des ports postaux prévus par l'impôt de guerre, le coût de l'abonnement annuel, volumes suppléments compris, sera porté à 15 fr. en Suisse, 20 fr. à l'étranger.

La publication du premier volume de la nouvelle série commencera dès janvier prochain : *Pendant la guerre de 1914-1915. Avant-propos stratégiques*, par le colonel Feyler.

Ces avant-propos seront, entre autres, un développement corrigé à l'aide des événements postérieurs, des études écrites au jour le jour par l'auteur dans le *Journal de Genève*. Ce ne peut pas être encore de l'histoire proprement dite. On n'écrit pas l'histoire sans documents, et des communiqués d'états-majors belligérants sont trop hâtifs et influencés par trop de considérations étrangères à la stricte exactitude des faits pour fixer l'histoire. En revanche, contrôlés les uns par les autres, et surtout par les événements subséquents, ils procurent des indices et des présomptions suffisants pour autoriser les hypothèses que l'historien vérifiera, c'est-à-dire qu'il retiendra ou éliminera pour arrêter ses conclusions.

Les *Avant-propos stratégiques* du colonel Feyler seront donc un point de départ sur la base du peu que l'on sait ou que l'on a cru voir, c'est-à-dire des apparences; ils collectionneront des hypothèses à l'adresse des historiens futurs, celles que ces apparences suggèrent. La documentation à venir déterminera celles qui, vérifiées, mériteront de passer du doute à la certitude.

Actuellement déjà, les événements sont assez nombreux, offrent, relativement, assez de recul, et paraissent constituer une succession de faits et de circonstances assez logiques pour justifier un premier volume, peut-être deux. Il vaut même mieux, étant donné le but poursuivi, ne pas être trop éloigné des événements, car cela aussi est utile à l'histoire de connaître les erreurs d'appréciation que l'observateur peut commettre en arrêtant ses suppositions au moment même des apparences. Pour fixer la rigueur d'une méthode d'observation la constatation d'une erreur est généralement plus instructive que l'impeccabilité.

Tels sont les projets d'avenir de notre publication militaire suisse. En les réalisant, elle espère moins encore préparer les médailles d'or des Expositions nationales à venir, que contribuer dans la mesure de ses ressources à la bonne réputation que notre modeste mais sérieuse petite armée s'efforce, pour l'honneur de la Confédération, d'acquérir dans le monde.

CHRONIQUE ITALIENNE

(De notre correspondant particulier.)

L'opinion publique. — Questions d'organisation. — Un dernier mot sur l'administration Spingardi.

L'opinion publique italienne est bien — nous dirions même trop — souvent décevante. On croit la saisir, et elle se dérobe pour réap-

paraître quelques instants après complètement transformée. Est-ce manque d'orientation et d'idées précises ? Ou serait-ce, comme d'aucuns le soutiennent, agilité intellectuelle, rapidité de perception ? Car cette dernière thèse n'est pas tout à fait méprisable ; beaucoup croient que les Italiens évoluent avec rapidité et fréquence, parce qu'ils comprennent vite et jouissent ainsi d'une grande facilité d'adaptation. C'est bien possible après tout, car personne ne refuse à ce peuple une très vive intelligence. Pour notre compte pourtant, nous préférons croire qu'il y a dans la mentalité italienne un manque presque complet d'orientation, et la raison de cette conviction réside dans le fait, que le cachet de l'opinion publique italienne en ce moment, est le désordre des idées.

A y bien réfléchir, il faut avouer que cela ne peut être autrement. L'Italie, cette grande prolétaire, possède 59 % d'illettrés. Une moitié de la nation n'a donc que des idées personnelles assez brumeuses. De l'autre cinquante pour cent, une abondante moitié ne va pas au-delà de sa signature et de la pénible lecture des affiches de la mairie du hameau natal. Resterait un quart des habitants approvisionnés d'une faculté de raisonnement acquise par l'instruction, d'idées personnelles, et d'une méthode de critique éclairée. Malheureusement il faut encore déchanter, un tel résultat serait trop beau ; les bras des Italiens eux-mêmes en tomberaient d'étonnement. Le quart restant a, lui aussi, une instruction très limitée. En Italie, depuis un long temps, la véritable instruction est restée l'apanage d'une élite, d'une très petite minorité. Et même cette minorité est-elle, dans sa moyenne, aussi instruite que cela ? Il suffit de constater la regrettable lacune des études philosophiques italiennes, pour concevoir des doutes à ce propos.

En attendant, c'est cette minorité qui conduit les gobe-mouches nationaux. Mais quelle conduite sera la sienne ? Naturellement la conduite de gens dépourvus d'un suffisant esprit critique. Un dogme quelconque deviendra leur règle de vie, à la condition d'être très superficiel. Ce sera un brave petit dogme politique, accessible à quiconque fréquente la brasserie, par exemple ; les rois sont des tyrans, il n'y a que la république qui fasse le bonheur des peuples ; ou bien la religion abêtit les intelligences ; ou la civilisation latine est la seule élevée qui soit au monde ; ou encore l'internationale fait chanceler tous les trônes, etc., etc. Ces dogmes si intellectuels, sont-ils au moins fondés sur une conviction intime ? Non, non, c'est une étiquette qui cache l'intérêt d'un parti ou simplement d'une personne. Et comme toute la politique italienne a reposé ordinairement sur cette base, l'idéalisme s'en est éloigné. Comment

s'étonner dès lors qu'il y ait complète désorientation de l'opinion publique ? Celle-ci n'était pas du tout préparée, ni habituée à examiner des problèmes tels que ceux imposés par la guerre actuelle. Il faut bien qu'elle se débrouille un peu dans ce monde nouveau pour elle, et malgré sa rapidité de perception si vantée, il paraît qu'elle y met du temps.

Pourtant, est-ce vrai ? On pourrait ne pas le dire, en réalité, les trois quarts de la population ont leur opinion faite, opinion qui est très simple d'ailleurs. Elle ne veut pas de guerre, parce qu'elle n'en voit aucune raison. Dans son simplisme, elle voit lutter des Français et des Allemands, et ni les uns ni les autres ne lui sont sympathiques. Les nouvelles rapidement répandues jusqu'au plus infime hameau, par les émigrants rentrés au mois d'août, concernant le traitement par eux subi surtout en France, où la haine de l'Italien s'est librement manifestée, n'ont pas peu contribué à renfrogner l'âme populaire. Se battre alors pourquoi et pour qui ? Aucun problème national, de ceux qui parlent aux cœurs, n'a encore été posé. C'est donc le quart restant, celui des soi-disant intellectuels, qui seul n'est pas orienté. Nous avons dit qu'on y fait de la politique de parti; voyons quels sont ces partis. Il y a le catholique, le nationaliste, le grand parti libéral avec de nombreuses nuances de la droite à la gauche, le radical, le républicain, le socialiste réformiste, le socialiste officiel, et, brochant sur le tout, la ligue franc-maçonnique, la plaie de l'Italie. Tous ces partis voient les choses avec des lunettes d'une autre couleur. Ainsi les socialistes officiels sont neutralistes à outrance pour ne pas — les bons illuminés — renier le dogme internationaliste. Souhaitons-leur d'être de bonne foi. Les socialistes réformistes, les républicains et en général tous ceux qui tiennent à la franc-maçonnerie, sont pour une intervention immédiate en faveur de la France et toujours pour un dogme, la France est une république radico-socialo-maçonnique. Bons illuminés eux aussi, que diront-ils quand ils verront réapparaître la république cléricale qui s'annonce déjà ? Les nationalistes ne pensent qu'à dévorer l'Autriche, qui pourtant ne semble pas être d'une digestibilité facile. Les catholiques sont neutralistes, mais, on ne comprend pas pourquoi, avec d'ardentes sympathies tudesques. Reste enfin le bloc libéral qui, lui, est neutraliste, parce qu'il ne sait que faire.

Cependant, entendons-nous. Tout ça, c'est des partis parlementaires, avec des petites queues d'électeurs et de partisans dans le pays. Ils font beaucoup de tapage, mais sont peu nombreux. Si nous sortons de ces partis pour mieux respirer et comprendre, et si

nous regardons le pays avec ses classes sociales, nous y verrons plus clair. Nous verrons alors que le peuple qui travaille et qui souffre de la crise présente, ne demande qu'à travailler, car il se dit que si la misère est grande à présent, elle sera bien pire si la guerre éclate. Nous verrons que la bourgeoisie elle non plus ne veut rien savoir de la guerre, parce qu'elle ne veut pas risquer pour ce qu'elle juge des utopies, le peu de bien-être gagné péniblement et à travers mille difficultés, en ces cinquante ans de vie nationale. En substance, nous l'avons dit ailleurs, l'Italie est un pays jeune, il ne peut risquer de s'anémier sans une forte raison.

Le gouvernement, d'ailleurs, est complètement de cet avis, et c'est pour cette raison qu'il a inconditionnellement l'appui du pays. Le 3 décembre courant, le jour de l'ouverture des Chambres, le président Salandra a déclaré : « Dans les terres et dans les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique sera peut-être transformée, l'Italie a des intérêts vitaux à protéger, de justes désirs à affirmer et à soutenir, une situation de grande puissance à maintenir, celle-ci ne doit pas être relativement diminuée par des agrandissements possibles d'autres Etats... donc, notre neutralité doit être puissamment armée et prête à tout événement. »

La Chambre des députés a répondu par des cris de : Vive l'Italie ! Vive Trieste ! A ce moment il y a eu une espèce de convergence d'opinions. On verra ce qu'elle durera. Pour conclure nous dirons que la politique italienne est toujours orientée comme le dit la chronique d'octobre dernier. Si guerre il y aura, ce ne pourra être que pour un motif bien clair, qui puisse être compris et senti par toutes les âmes nationales; un motif donc qui sera au-dessus de toutes les petites ambitions de parti et de tout dogme; et ce sera seulement celui-ci: un intérêt bien visible et vital de l'Italie. Le pays s'en repose à ce sujet avec pleine confiance en son gouvernement, qui n'est pas *guerrafondaio* du tout.

* * *

En attendant, la préparation militaire progresse rapidement. Malheureusement on ne saurait en parler en détail, ce serait pourtant extrêmement instructif; on verrait ce qu'est capable de faire ce pays quand il est bien dirigé. Contentons-nous comme toujours de bricoler dans les journaux.

Les classes de réservistes de 1890 et 1891 ont été congédiées et en partie remplacées par des recrues de la 2^{me} catégorie et par des retardataires des classes déjà sous les armes. Le gouvernement s'est, du reste, empressé de déclarer que ce mouvement de classes, ne

signifiait pas qu'un changement fût survenu dans sa politique extérieure, mais qu'il était nécessité par des raisons de logement; il fallait aérer les casernes pendant l'hiver pour cause d'hygiène. Cela est juste. On peut ajouter que pendant l'hiver les portes alpines étant fermées aux opérations de grande envergure, il était inutile de maintenir tant de monde sous les armes.

De nombreuses dispositions ont été prises pour compléter les cadres. Nous rappellerons que ceux-ci avaient beaucoup périclité sous le précédent ministère; il a fallu presque improviser les cadres subalternes; ceux des généraux et des officiers supérieurs étaient au complet, entre autres, pour des motifs qu'on devine. On a donc mis hors cadre les capitaines employés en Lybie, c'est-à-dire 330 d'infanterie, 40 d'artillerie, 20 du génie, 40 médecins, 15 commissaires. On a mis hors cadre de même d'autres capitaines qui doivent compléter les cadres des formations de deuxième ligne; ainsi 170 d'infanterie, 55 de cavalerie, 110 d'artillerie, 30 du génie, 30 médecins, 20 des subsistances, 15 vétérinaires. Les places laissées vacantes par tous ces capitaines, vont être comblées par des promotions de lieutenants, ce qui portera ces derniers au grade de capitaine à l'âge de 25 ans. Ces nombreuses promotions de lieutenants feront le vide dans les officiers subalternes, qu'il faut à leur tour compléter. Il s'agit, si l'on tient compte de ceux qui manquaient déjà, de plusieurs milliers d'officiers subalternes. On a recouru au système de faire une très large part aux officiers de réserve et l'on a choisi hors de l'armée tous ceux qui, par une instruction et éducation relatives, offraient de suffisantes garanties pour devenir de bons sous-lieutenants de complément; ils sont des milliers. On a, en même temps, ouvert l'accès des grades permanents aux sous-officiers de carrière, dans une proportion beaucoup plus large que celle habituelle; on a augmenté les admissions aux écoles, et on a enfin favorisé le passage à la permanence des meilleurs officiers de réserve. Naturellement une telle improvisation ne peut pas donner des résultats immédiatement parfaits; il y a un peu de tout dans ces jeunes officiers nouvellement admis et leur science professionnelle n'est pas très profonde: mais les quelques mois qui nous séparent du printemps leur seront utiles, à ceux de réserve surtout dont la connaissance des choses militaires est nécessairement superficielle. En tous cas, les vides sont bouchés, mais il convient d'appeler l'attention sur le grave problème d'organisation qui se présentera au ministre de la guerre quand la paix reviendra. Il y aura une crise sérieuse de l'avancement, et il s'agira d'épurer les cadres et de refaire alors leur culture professionnelle. Si la guerre éclate, les balles se charge-

ront de résoudre un des côtés de la question, celui du nombre; la pratique règlera la question de qualité.

Autres dispositions concernant les cadres: la suspension des limites d'âge; la suspension de tout examen ou preuve pour les promotions au grade supérieur; l'appel de tous les officiers ayant fini leur service, pour occuper les places sédentaires.

L'artillerie a vu son organisation complétée: on a formé les nouveaux régiments divisionnaires, 29^e à Vérone, 31^e à Ancône, 33^e à Terni, 34^e à Chieti, 35^e à Bari: l'artillerie de division est ainsi au complet. L'artillerie lourde de campagne a été augmentée de 6 nouvelles batteries. On a enfin formé un nouveau régiment d'artillerie de montagne de 12 batteries. Cette artillerie est maintenant forte de 46 batteries, c'est-à-dire les batteries numérotées de 1 à 36 dans les trois régiments de montagne, celles de 37 à 39 au 36^e régiment de campagne, et celles de 40 à 46 en Lybie. Toutes ces nouvelles formations sont complètes.

* * *

Une nouvelle publication destinée à la défense de l'œuvre de préparation militaire du ministère Giolitti-Spingardi, a paru dans le journal de Turin *La Stampa*, dont les accointances avec l'ancien président du conseil sont connues. Cette publication est attribuée à un *personnage politique en possession de documents inédits*, peut-être le même qui a rédigé la précédente défense dans la *Tribuna*, autre journal giolittien.

L'article de la *Tribuna*, cité dans notre chronique de novembre, basait son raisonnement sur le chiffre des sommes dépensées pour la défense nationale. Nous nous étions tout de suite demandé comment il se faisait alors qu'ayant tant dépensé, l'armée était au 1^{er} août en mauvaises conditions d'organisation et avec ses magasins presque vides. *Le personnage politique en possession de documents inédits* semble vouloir répondre à ces questions. En effet, il commence par dire que l'augmentation des dépenses a produit une augmentation correspondante des biens patrimoniaux, et il cite à l'appui les chiffres suivants:

Patrimoine de l'Etat consigné au ministère de la guerre:

Années	Valeur patrimoniale en millions de lres	Différence en plus ou moins (chiffres ronds)
Au 30 juin 1903	812	
» 1904	820	+ 8
» 1905	816	— 4
» 1906	827	+ 11

Au 30 juin 1907	838	+ 11
» 1908	858	+ 20
» 1909	858	
» 1910	900	+ 42
» 1911	965	+ 65
» 1912	1095	+ 130
» 1913	1263	+ 168

ce qui fait une augmentation, en dix ans, de 451 millions.

Le personnage politique nous dit que ces millions ont servi : au changement du matériel de l'artillerie, aux services aéronautiques, aux services du génie, aux services des vivres, à l'habillement et à l'équipement des troupes.

Nous n'avons aucune intention de discuter les chiffres énoncés, nous nous bornerons à rappeler quelques faits précis cités par les journaux italiens et qui affaibliraient beaucoup les arguments du personnage politique.

Tout d'abord une vieille expérience nous a instruit de la surprenante élasticité des évaluations des propriétés patrimoniales.

Quant au matériel d'artillerie, il s'agit de celui de Deport 1911, admis parce que celui de Krupp a été jugé peu pratique. Or, tout le monde sait qu'au 1^{er} août de cette année-ci, il n'y avait pas une unique pièce de ce matériel distribué, et que dans le moment actuel seulement on s'est mis à la fabrication active de ce canon. A quel matériel, dès lors, ont servi les millions dépensés ?

Autre chose : à propos de l'habillement. Quand la dernière classe de recrues, 1894, s'est présentée sous les armes, des journaux ont raconté que quelques régiments n'avaient pu ni habiller ni équiper complètement leurs hommes. ni surtout leur donner des souliers. A vérification, le fait a été trouvé rigoureusement exact ; les millions énoncés n'ont donc même pas suffi pour reconstituer les dotations nécessaires des services courants. Ce n'est que ces derniers jours que les magasins ont été complétés. Le défenseur du ministère Spingardi prétend que les magasins étaient au complet pour 800 000 hommes, tandis que le chef d'état-major actuel veut en mobiliser 1 200 000. La vérité est que, comme nous venons de le dire, en septembre dernier les magasins ne possédaient pas les effets pour les 600 000 hommes alors sous les armes.

Mais cessons désormais de discuter cette pénible question. Nos regards vont en avant, ce qui est à côté ne nous intéresse plus.
